



Assemblée générale

Distr. générale
18 décembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 142 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		9
A. Ressources financières		9
B. Autres recettes et ajustements		10
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		10
IV. Analyse des écarts	7–14	11
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	15	12



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.

Les dépenses totales de la MONUG pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 ont été analysées en fonction de l'objectif de la Mission à l'aide de plusieurs tableaux de résultats groupés par composantes : composante civile essentielle, composante militaire et composante d'appui.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	3 440,4	3 345,0	95,4	2,8
Personnel civil	15 101,4	14 595,1	506,3	3,4
Dépenses opérationnelles	13 164,0	10 881,6	2 282,4	17,3
Montant brut	31 705,8	28 821,7	2 884,1	9,1
Recettes provenant des contributions du personnel	1 778,1	1 920,3	(142,2)	(8,0)
Montant net	29 927,7	26 901,4	3 026,3	10,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	31 705,8	28 821,7	2 884,1	9,1

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie de personnel	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance ^b
Observateurs militaires	135	112	17
Personnel international	109	93	15
Personnel recruté dans le pays	177	176	1

^a Effectif maximum autorisé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V.

I. Introduction

1. Le budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 figure dans le rapport du Secrétaire général en date du 8 février 2002 (A/56/815); le montant brut s'élève à 35 535 300 dollars (montant net : 33 735 900 dollars). Il permet de financer 135 observateurs militaires, 110 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 183 agents recrutés dans le pays.

2. Sur la base de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 34 de son rapport daté du 27 mars 2002 (A/56/887/Add.1), l'Assemblée générale, par sa résolution 56/503 du 27 juin 2002, a ouvert un crédit d'un montant brut de 31 705 800 dollars (montant net : 29 927 700 dollars) au titre du fonctionnement de la MONUG pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) par sa résolution 937 (1994) du 21 juillet 1994. Le mandat de la Mission pour la période considérée dans le présent rapport a été défini dans ses résolutions 1393 (2002) du 31 janvier 2002, 1427 (2002) du 29 juillet 2002 et 1462 (2003) du 30 janvier 2003.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir préserver la paix et la sécurité internationales.

5. Dans le cadre de ce mandat général, la Mission a, au cours de l'exercice, contribué à un certain nombre de réalisations en exécutant les activités essentielles présentées dans les tableaux ci-après. Ces réalisations sont regroupées selon les composantes suivantes : composante civile essentielle, composante militaire et composante d'appui, qui reflètent, plutôt qu'elles ne le déterminent, l'esprit commun du programme de réalisations et les produits attendus.

6. Les tableaux reflètent la transition vers une budgétisation axée sur les résultats. Le budget approuvé pour la période 2002/03 ne contenait pas de tableau type énonçant les réalisations escomptées qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution et en rendre compte. Les données sur l'exécution du budget de la Mission pour cet exercice sont donc présentées à titre transitoire et montrent les indicateurs de succès effectifs et les produits effectivement exécutés pendant cet exercice, compte tenu des informations disponibles. Les réalisations escomptées devraient permettre d'atteindre, dans les délais, l'objectif que le Conseil de sécurité a fixé à la Mission et les indicateurs de succès effectifs donnent la mesure des progrès accomplis pendant la période en question. Les produits effectivement exécutés représentent les contributions de la Mission à l'accomplissement des réalisations escomptées pour cette période.

Composante 1 : composante civile essentielle

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
<p>1.1 Progrès sur la voix d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie</p>	<p>1.1.1 Les parties ont participé à des groupes de travail du Conseil de coordination et deux protocoles ont été signés (sur la sécurité, le 20 juillet 2002, et sur des questions socioéconomiques, le 14 novembre 2002)</p> <p>1.1.2 Le Groupe des Amis s'est réuni pour formuler des recommandations afin de faire progresser le processus de paix (réunion de réflexion de haut niveau en février 2003 et présentation des recommandations de cette réunion aux parties en mars 2003)</p> <p>1.1.3 Le Président de la Fédération de Russie et le Président géorgien se sont rencontrés à Sotchi en mars 2003 pour créer des groupes de travail qui examineraient le retour des personnes déplacées et des réfugiés dans le district de Gali, la réouverture de la voie ferrée Sotchi-Tbilissi et la modernisation de la centrale hydroélectrique sur l'Inguri</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Exercice de bons offices et facilitation des réunions entre les parties, entre les parties et les Amis et entre Amis à un niveau élevé et consultations avec les organisations et organismes internationaux actifs en Géorgie • Présidence de la réunion du Groupe des Amis à Genève en février 2003 • Présidence de la réunion du Groupe de travail du Conseil de coordination sur les questions de sécurité, le 20 juillet 2002, et sur les questions socioéconomiques, le 14 novembre 2002 • Quatre rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité • Participation à deux réunions du Groupe de travail russo-géorgien sur la réouverture de la voie ferrée entre Sotchi et Tbilissi (29-30 mai 2003 et 26 juin 2003) 	
<p><i>Observations</i></p> <p>La partie abkhaze n'est toujours pas disposée à examiner les questions politiques sur la base des principes énoncés dans le document sur les compétences et dans la lettre d'envoi.</p> <p>La situation dans la vallée de la Kodori demeure une importante cause de tension.</p> <p>La fréquence des crises parmi les cercles dirigeants à Soukhoumi (novembre 2002 et avril 2003) et l'instabilité politique à Tbilissi avant l'organisation des élections législatives en novembre 2003.</p>	

L'action de la MONUG s'insère dans un climat interne qui affecte à la fois la partie géorgienne et la partie abkhaze : campagne menée par les Abkhazes pour acquérir la citoyenneté russe, réouverture de la voie ferrée entre Sotchi et Soukhoumi, afflux de capitaux privés, surtout russes, en Abkhazie, appel lancé par le Parlement abkhaze de facto à la Douma d'État de la Fédération de Russie en vue de l'établissement de relations d'association entre l'Abkhazie et la Fédération de Russie, et nombreuses déclarations faites par certains politiciens géorgiens affirmant qu'ils excluaient absolument le recours à l'option militaire pour régler le conflit.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Progrès du rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées	<p>1.2.1 2 000 personnes déplacées et réfugiés sont rentrés de façon permanente dans le district de Gali (de 35 000 à 38 000 étaient rentrés au début de 2002)</p> <p>1.2.2 Les parties ont décidé de dépêcher une mission d'évaluation de la sécurité dans le district de Gali; elle a eu lieu en octobre-décembre 2002</p> <p>1.2.3 Les parties ont accepté de négocier sur les modalités du retour des personnes déplacées (accords de Genève et de Sotchi)</p> <p>1.2.4 Le Protocole signé à la réunion du Groupe de travail s'occupant des problèmes des personnes déplacées et des réfugiés, le 20 juillet 2002, stipulait l'établissement, dans les délégations aux réunions quadripartites, d'un groupe s'occupant des problèmes des rapatriés</p>
<i>Produits :</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Présidence, le 20 juillet 2002, de la réunion du groupe de travail du Conseil de coordination sur le retour des personnes déplacées et des réfugiés • Participation à la réunion du Groupe de travail russo-géorgien bilatéral sur le retour, initialement dans le district de Gali, des réfugiés et des personnes déplacées (16 juin 2003) 	
<i>Observations :</i>	
<p>L'anarchie persistante dans le district de Gali, le manque d'équipement et l'inexistence d'un enseignement en géorgien dans les établissements scolaires locaux a considérablement ralenti les retours</p> <p>Les autorités abkhazes de facto ont approuvé l'application des recommandations de la mission d'évaluation de la sécurité, notamment s'agissant du déploiement d'une police civile.</p>	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.3 Meilleur respect des droits de l'homme	1.3.1 Augmentation, de 27 en 2001/02 à 30 en 2002/03, du nombre d'affaires relatives à des violations présumées des droits de l'homme suivies par les autorités locales

	1.3.2 Accord des parties sur l'examen des questions de droits de l'homme lors des réunions quadripartites
<p><i>Produits :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide ou conseils à 175 personnes, dont des rapatriés • Suivi, avec les autorités de facto, de 30 affaires de violations des droits de l'homme • Administration de cinq projets et contrats (financés par des sources autres que la MONUG), notamment des projets relatifs à l'éducation en matière de droits de l'homme, à la radio-télévision, à l'impression de brochures sur les droits de l'homme et à des tables rondes sur les droits de l'homme 	
<p><i>Observations :</i></p> <p>Refus persistant des autorités abkhazes de permettre l'ouverture d'une antenne locale, à Gali, du Bureau des droits de l'homme</p>	

Composante 2 : composante militaire

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Respect de l'accord de Moscou sur un cessez-le-feu et la séparation des forces	2.1.1 Aucune arme lourde, aucune troupe n'ont été réintroduites dans les zones de sécurité ou de limitation des armes
<p><i>Produits :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 736 hommes-jour de patrouilles mobiles composées d'observateurs militaires, à Gali, Zugdidi et Soukhomi (4 observateurs militaires par patrouille, 7 patrouilles par jour, 6 jours par semaine – un jour consacré à l'entretien et à l'entraînement, 52 semaines) • 640 hommes-jours d'observateurs militaires faisant partie d'une patrouille mobile dans la vallée de la Kodori (4 observateurs militaires par patrouille, 40 patrouilles, de 4 jours chacune), organisée conjointement avec les Forces de maintien de la paix de la communauté d'États indépendants • Enquêtes portant sur quatre violations de l'accord de Moscou • Organisation de 44 réunions quadripartites • Enquêtes sur 15 incidents, impliquant des habitants de la plaine de Gali, menées par le Groupe commun d'établissement des faits, avec la Force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants 	
<p><i>Observations :</i></p> <p>Depuis l'enlèvement signalé en juin 2003, les patrouilles dans la vallée de la Kodori ont été suspendues jusqu'à ce que le dispositif de sécurité ait été entièrement repensé</p> <p>Les patrouilles aériennes sont toujours interrompues faute de garanties de sécurité</p>	

Composante 3 : composante d'appui

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
<p>3.1 Administration d'une aide logistique et administrative efficace à la Mission</p>	<p>3.1.1 Le pourcentage de la valeur d'inventaire totale en attente d'amortissement ou de cession a été réduit de 9,3 % au 30 juin 2002 à 5,1 % au 30 juin 2003</p> <p>3.1.2 La proportion de véhicules lourds qui sont disponibles pour des patrouilles est passée de 81 % durant l'exercice 2001/02 à 90 % durant l'exercice 2002/03</p> <p>3.1.3 Amélioration de 71 % de la disponibilité des communications audio dans les secteurs concernés et de 6,25 % de la disponibilité des données dans les secteurs concernés sur 42 canaux, en 2002/03 contre 14 en 2001/02</p>
<p><i>Produits :</i></p> <p>Amélioration des services</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place du logiciel Mercure et formation de 34 préposés • Remplacement de six véhicules blindés lourds ayant régulièrement des problèmes mécaniques par des véhicules d'un type plus fiable • Fourniture à Gali et à Zugdidi de moyens de transfert de données type E1 (2 méga-octets par secteur comparé à 32 kilo-octets par secteur en 2001/02, 42 canaux par secteur contre 14 par secteur en 2001/02) <p>Personnel militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relève de 112 observateurs militaires <p>Personnel civil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de 93 contrats de recrutement de personnel international et de 176 agents nationaux <p>Facilités et équipements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouveau complexe de bureaux (en conteneurs) • Réparation de 89 kilomètres de routes dont un tronçon de la route de la vallée de la Kodori et réparation de 13 ponts pour faciliter les patrouilles <p>Transports terrestres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien de 114 véhicules légers et 60 véhicules lourds <p>Transports aériens</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'un avion (593 heures comprises dans le forfait) et deux hélicoptères (661 heures comprises dans le forfait). Le troisième hélicoptère n'a pas été positionné • Transport aérien de 7 543 passagers et 69 662 tonnes de fret 	

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
Informatique <ul style="list-style-type: none">• Desserte, entretien et réparation de 335 ordinateurs de bureau, 89 ordinateurs portatifs, 212 imprimantes et 19 serveurs dans quatre emplacements	
Services médicaux <ul style="list-style-type: none">• 3 115 consultations médicales	
<i>Observations :</i> La situation sur le plan de la sécurité ne permettait pas de patrouilles aériennes	

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis ^a (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) + (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	3 412,5	3 317,1	95,4	2,8
Contingents	27,9	27,9	–	–
Police civile	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	3 440,4	3 345,0	95,4	2,8
Personnel civil				
Personnel international	12 696,4	12 341,9	354,4	2,8
Personnel recruté dans le pays	2 405,0	2 253,2	151,8	6,3
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	15 101,4	14 595,1	506,3	3,4
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire	63,3	115,2	(51,9)	(82,0)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	–	–	–
Voyages	657,7	677,6	(19,9)	(3,0)
Installations et infrastructure	2 650,1	2 457,1	193,0	7,3
Transports terrestres	2 218,2	1 252,9	965,3	43,5
Transports aériens	4 106,3	2 879,4	1 226,9	29,9
Transports maritimes	–	–	–	–
Transmissions	1 488,3	1 475,3	13,0	0,9
Informatique	1 201,3	1 211,5	(10,2)	(0,8)
Services médicaux	148,9	168,9	(20,0)	(13,4)
Matériel spécial	14,4	16,9	(2,5)	(17,4)
Fournitures, services et matériel divers	615,5	626,8	(11,3)	(1,8)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	13 164,0	10 881,6	2 282,4	17,3
Montant brut	31 705,8	28 821,7	2 884,1	9,1
Recettes provenant des contributions du personnel	1 778,1	1 920,3	(142,2)	(8,0)
Montant net	29 927,7	26 901,4	3 026,3	10,1

Catégorie de dépenses	Montants répartis ^a (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) + (1)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	31 705,8	28 821,7	2 884,1	9,1

^a Compte tenu de la répartition révisée des ressources autorisées entre les catégories « militaires et personnel de police » et « dépenses opérationnelles ».

B. Autres recettes et ajustements

Catégorie de recettes	Montant (milliers de dollars É.-U.)
Intérêts créditeurs	271
Recettes diverses	220
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(9)
Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs, ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	730
Total	1 212

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

Catégorie de dépenses	Dépenses (milliers de dollars É.-U.)
Matériel majeur	27,9
Soutien logistique autonome	–
Services médicaux	68,6
Total	96,5

Facteurs applicables à la mission	Pourcentage	Date d'effet	Dernière date d'examen
A. Applicables à la zone de la mission			
Facteur contraintes du milieu	0,7	1er janv. 2000	5 déc. 2003
Facteur usage opérationnel intensif	0,8	1er janv. 2000	5 déc. 2003
Facteur acte d'hostilité ou abandon forcé	1,0	1er janv. 2000	5 déc. 2003
B. Applicables au pays d'origine			
Facteur relatif à l'augmentation des frais de transport	0,5	1er janv. 2000	5 déc. 2003

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	354,5	2,8 %

7. Le solde inutilisé s'explique surtout par un taux de vacance de poste plus élevé que prévu dans le budget (de 15 % contre 10 %), du fait des retards dans le recrutement de personnel international pour les nouveaux postes approuvés.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté dans le pays	151,8	6,3 %

8. Le solde inutilisé s'explique par des dépenses moins élevées au titre de l'indemnité de fonctions, le personnel ayant droit à cette indemnité étant moins nombreux que prévu, et au fait que Tbilissi n'est plus considéré comme un lieu d'affectation ouvrant droit à la prime de risque.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire	(51,9)	(82 %)

9. Les dépenses supplémentaires s'expliquent surtout par les besoins de personnel temporaire occasionnés par la mise en place du complexe de conteneurs à Soukhoumi, le soutien nécessité par la mise en oeuvre du Système intégré de gestion à la Mission et la collecte et la compilation de l'information destinée à l'élaboration d'une stratégie d'information.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	193,0	7,3 %

10. Le solde inutilisé s'explique surtout par de moindres dépenses de location d'équipement, du fait de l'établissement tardif des sites supplémentaires de répéteurs, de dépenses moins élevées que prévu de location de locaux à usage de bureaux, du fait que les gros travaux de rénovation ont été différés par suite de l'allongement du délai à prévoir pour la remise en état du quartier général à Soukhoumi, et de l'utilisation moindre et à un moindre coût de l'essence, de l'huile et des lubrifiants pour les groupes électrogènes, l'approvisionnement électrique s'étant amélioré dans le pays.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	965,3	43,5 %

11. La Mission a répondu à ses besoins de pièces détachées et de réparation de ses véhicules en puisant dans les stocks de missions en cours de liquidation, ce qui a amené une diminution des dépenses.

¹ Les écarts sont exprimés en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	1 226,9	29,9 %

12. Le solde inutilisé s'explique surtout par le non-déploiement du troisième hélicoptère tactique, du fait de la sécurité très précaire.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	(20,0)	(13,4 %)

13. Les dépenses supplémentaires sont dues aux effets d'un nouveau mémorandum d'accord avec le Gouvernement allemand qui prévoit le remboursement des services et des fournitures médicales au titre du soutien autonome, avec effet rétroactif au 1er janvier 2000.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	(2,5)	(17,4 %)

14. En raison du risque accru causé par les mines, dans la zone de Gali en particulier, la Mission a dû acheter trois détecteurs de mines pour remplacer ceux qui étaient dépassés.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

15. En ce qui concerne le financement de la MONUG, l'Assemblée générale devra prendre les décisions sur les points suivants :

a) L'affectation du solde inutilisé de 2 884 100 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003;

b) L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2003, qui s'élève à 1 212 000 dollars, dont 271 000 dollars au titre des intérêts créditeurs, 220 000 dollars au titre des recettes diverses et 730 000 dollars au titre des économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs, diminués de 9 000 dollars au titre d'engagements d'exercices antérieurs.